



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Quarante et unième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mardi 26 juillet 1966

à 10 h 15

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Point 27 de l'ordre du jour:

Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés	page 159
---	-------------

Président : M. T. BOUATTURA (Algérie).

Présents :

Les représentants des Etats suivants : Algérie, Cameroun, Canada, Chili, Dahomey, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Grèce, Inde, Irak, Iran, Luxembourg, Maroc, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Australie, Autriche, Bulgarie, Chine, Israël, Italie, Mexique, République centrafricaine, Tunisie.

Les observateurs des Etats non membres suivants : Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 27 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (E/4201 et Corr.1 et Add.1)

1. Le Prince Sadruddin AGA KHAN (Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés)¹, présentant son rapport annuel (E/4201 et Corr.1 et Add.1), souligne la similitude des problèmes auxquels s'attaquent le Conseil et le Haut Commissariat : à mesure que ses programmes d'assistance tendent à rejoindre les problèmes de développement, le Haut Commissariat devient un instrument de paix et de progrès social.

2. Il exprime l'espoir que le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) pourra bientôt mettre fin à ses activités en Europe, mais il souligne l'ampleur du problème des réfugiés en Afrique, où il faut assurer à quelque 650 000 personnes les moyens de subsister. La gravité de la situation en Afrique ressort suffisamment du fait que le HCR a maintenant neuf missions en Afrique au

lieu de deux seulement trois ans plus tôt. Il y a lieu de signaler l'intérêt que l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a témoigné pour le problème des réfugiés africains : la réunion des Chefs d'Etat tenue à Accra dans le cadre de cette Organisation a consacré beaucoup d'attention à ce problème.

3. Les objectifs fondamentaux du HCR demeurent inchangés : rapatriement volontaire, intégration sur place ou émigration. Mais le rapatriement étant impossible si une solution politique n'intervient pas pour modifier, dans le pays d'origine, la situation qui a fait naître le problème des réfugiés, et l'émigration n'étant ouverte qu'à un nombre très restreint de réfugiés, l'accent a été mis sur l'intégration. Il ne faut pas oublier que, si la communauté internationale impose aux pays d'accueil, par la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'obligation morale de respecter le droit d'asile, cette communauté a elle aussi l'obligation de fournir une assistance internationale chaque fois qu'elle est nécessaire et justifiée par les circonstances. Les réfugiés peuvent être un facteur de désordre et de tension et, de toute façon, il faut prendre des mesures pour qu'ils ne restent pas indéfiniment à la charge de la communauté internationale. Dans les pays africains, les réfugiés peuvent être installés sur des terres généreusement mises à leur disposition par les gouvernements qui leur ont donné asile, mais le HCR, dans son effort pour créer et développer de nouvelles communautés agricoles, se heurte à des problèmes qu'il n'a pas compétence pour résoudre, car ses activités n'ont pas un caractère opérationnel. Ces problèmes ont trait notamment au défrichement et à l'assèchement des terres, à l'extermination de la mouche tsé-tsé et au choix des cultures ; leur solution incombe à d'autres organismes des Nations Unies comme l'OIT, la FAO, l'UNESCO, l'OMS et le PNUD. Le Haut Commissaire remercie tous ces organismes ainsi que les organisations non gouvernementales de leur assistance et de leur coopération ; il est particulièrement reconnaissant de l'aide alimentaire apportée par le Programme alimentaire mondial, qui est évaluée à 10 millions de dollars.

4. Le rôle du HCR est de fournir, dans l'immédiat, une assistance et un abri aux réfugiés, alors que celui des organismes qu'il a mentionnés est de plus longue haleine. C'est le problème du développement qui a amené le HCR à intégrer davantage ses activités à l'ensemble des activités des organismes des Nations Unies et à suivre de très près tous les aspects des travaux du Conseil et du CAC. Le Haut Commissaire estime qu'il convient d'aborder le problème de la coordination de façon pragmatique ; il se félicite donc que, sur la proposition du représentant de la France, le Comité exécutif du programme du Haut Commissaire ait décidé

¹ Le texte *in extenso* de la déclaration du Prince Sadruddin Aga Khan a été distribué ultérieurement sous la cote E/L.1139.

d'inscrire à l'ordre du jour de sa prochaine session le problème de la coordination des activités du HCR avec celles des autres organismes des Nations Unies.

5. La communauté internationale doit démontrer que les réfugiés ont une valeur en tant que ressource humaine et qu'ils ne sont pas seulement une charge et un facteur d'instabilité et de tension. En fait, on peut presque dire que les résultats obtenus très rapidement à la suite de la coopération établie par le HCR ont été spectaculaires. Le Haut Commissaire cite l'exemple de nombreux groupes de réfugiés qui, en Afrique, ont fait un apport considérable au développement économique des pays qui leur ont donné asile.

6. Le problème de l'enseignement est important pour les réfugiés africains, mais on ne peut accorder un traitement spécial aux réfugiés puisque, dans certains pays d'accueil, 50 % seulement des enfants vont à l'école. Aussi, suivant la ligne d'action approuvée par le Comité exécutif, des écoles primaires sont ouvertes là où des collectivités rurales nouvelles sont créées pour les réfugiés. Des milliers d'enfants de réfugiés fréquentent ces écoles, qui sont aussi ouvertes aux enfants de la population locale s'il n'existe pas d'autre école à proximité. C'est là un bon exemple du genre d'intégration auquel on est parvenu. Pour l'enseignement secondaire et supérieur, le HCR coordonne ses activités avec les programmes que, conformément à des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, d'autres organismes des Nations Unies entreprennent en faveur des réfugiés de la République sud-africaine, du Sud-ouest africain et des territoires sous administration portugaise. Pour d'autres groupes de réfugiés auxquels ces résolutions ne s'appliquent pas, des gouvernements et des organisations privées fournissent au HCR des fonds qui lui permettent de mettre en œuvre des programmes analogues.

7. A la quinzième session du Comité exécutif, le Haut Commissaire a présenté plusieurs propositions visant à organiser, à l'intention des réfugiés, un enseignement plus cohérent et plus systématique ; il tient à remercier l'UNESCO de l'avoir assuré de sa coopération dans ce domaine.

8. La protection internationale ne s'applique pas seulement aux « anciens » réfugiés mais aussi aux réfugiés des pays en voie de développement. Il serait inconcevable de faire une distinction factice entre ces deux catégories de réfugiés. D'ailleurs, les pays en voie de développement modifient les structures juridique et législative dont ils ont hérité et promulguent de nouvelles lois et de nouveaux règlements. En Afrique et en Asie, tout comme en Europe, le réfugié est juridiquement un étranger privé de la protection des autorités de son pays ; il faut donc définir et améliorer son statut. Nombreux sont les groupes de nouveaux réfugiés auxquels la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ne s'applique pas. Un projet de protocole a été élaboré à Bellagio (Italie) en 1965 pour étendre l'application *ratione personae* de la Convention, et plusieurs Etats ont déjà donné à ce sujet leur accord de principe. Le Haut Commissaire espère que le projet de protocole pourra être soumis à l'examen de l'Assemblée générale dans un proche

avenir. Toutefois, ce protocole n'exclut pas la possibilité d'élaborer des instruments régionaux, et le Haut Commissaire, qui attache une grande importance à la coopération avec les organismes régionaux, a décidé d'établir une délégation à Addis-Abéba pour se maintenir en contact étroit avec l'OUA.

9. Les activités du HCR montrent que les problèmes de réfugiés peuvent être résolus et que l'apparition de problèmes nouveaux ne doit pas décourager ni effrayer la communauté internationale. Comme tous les organismes des Nations Unies, le HCR, qui a été créé par les gouvernements, ne peut faire que ce que les gouvernements désirent et lui permettent de faire en fournissant les fonds requis. Le Haut Commissaire signale qu'il manque un million de dollars environ pour atteindre l'objectif financier de 4,2 millions de dollars approuvé pour 1966 par le Comité exécutif. Il rend hommage à l'effort remarquable des organisations bénévoles qui, même lorsque les gouvernements ont fait preuve d'une certaine apathie, ont continué de participer aux programmes en faveur des réfugiés. Il espère que la campagne qui sera lancée en automne 1966 par les comités nationaux de plusieurs pays européens incitera les gouvernements à intensifier leurs efforts.

10. Il appartient au Conseil d'indiquer si les mesures promptes et efficaces que le HCR doit prendre pour faire face à des situations dangereuses liées à la présence de réfugiés peuvent être incorporées à l'ensemble des activités de développement à long terme, comme le Haut Commissaire estime qu'elles devraient l'être. On a déjà beaucoup parlé du danger que présente l'écart séparant les pays en voie de développement des pays développés, mais il serait tout aussi dangereux de permettre qu'un fossé se crée dans les pays africains entre le niveau de vie des populations locales et celui des réfugiés. En aidant ces réfugiés à se réinstaller, sans préjudice des possibilités de rapatriement, et en leur permettant de s'aider eux-mêmes, le HCR aide aussi l'Organisation des Nations Unies à atteindre ses objectifs et contribue à la stabilité internationale. Mais, pour poursuivre sa tâche, le HCR doit disposer des ressources nécessaires ; vu l'ampleur des problèmes qui se posent, il est peu probable que ses programmes futurs aient une portée aussi limitée que celui de 1966. Si, faute de fonds, le règlement des problèmes de réfugiés doit être remis à plus tard, ces problèmes deviendront de plus en plus difficiles à résoudre tant du point de vue politique que financier. Le HCR est prêt à s'atteler à la tâche et espère qu'on lui fournira les moyens dont il a besoin pour en venir à bout.

11. M. WURTH (Luxembourg) constate que l'exposé et le rapport annuel du Haut Commissaire révèlent un certain pessimisme en ce qui concerne tant le nombre des réfugiés et leurs besoins que la situation financière du HCR. L'objectif financier pour 1966, fixé de façon à pouvoir tenter un effort raisonnable pour hâter la solution des divers problèmes de réfugiés, risque malheureusement de ne pas être atteint, ce qui entraînerait un déficit et aggraverait encore la situation inquiétante créée par le fait que les objectifs pour 1964 et 1965 n'avaient déjà pas été atteints. Malgré l'accroissement du

nombre des pays qui versent des contributions, la plupart de celles-ci sont purement symboliques et ne suffisent pas à résoudre les problèmes financiers du HCR.

12. Des progrès satisfaisants ont été accomplis dans l'exécution des programmes de réinstallation et d'assistance ; à ce propos la délégation luxembourgeoise estime, comme le Haut Commissaire, qu'il faut intégrer ou réinstaller aussi rapidement que possible les nouveaux groupes de réfugiés. Elle constate avec satisfaction que grâce au programme courant d'assistance complémentaire, il a été possible d'empêcher l'apparition de nouveaux problèmes de réfugiés analogues à ceux qui se sont posés au cours des premières années qui ont suivi la création du HCR. Ce résultat est dû en grande partie aux efforts déployés par les pays de premier asile et les pays d'immigration ainsi qu'à la coopération efficace des organisations bénévoles.

13. La délégation luxembourgeoise estime qu'en Europe on doit mettre l'accent sur la protection juridique, tandis qu'en Afrique, les efforts doivent surtout porter sur l'assistance matérielle. Elle rend hommage aux pays de premier asile en Afrique pour la façon dont ils ont fait face aux besoins essentiels des réfugiés. Les programmes en faveur des réfugiés en Afrique doivent non seulement prévoir une assistance immédiate mais aussi et surtout apporter des solutions durables aux problèmes de réfugiés. En conséquence, il faut s'efforcer d'intégrer les programmes d'assistance aux réfugiés africains à l'ensemble des projets de développement, entrepris dans les régions intéressées. Une collaboration étroite entre le HCR et les institutions spécialisées ayant des activités dans le domaine du développement en Afrique revêt donc une importance capitale.

14. La part du HCR dans l'effort global d'assistance est inévitablement modeste, puisque la majeure partie du travail doit être accompli par les gouvernements, les institutions spécialisées et les organisations bénévoles ; le rapport du Haut Commissaire met bien en lumière que la fonction essentielle du HCR est une fonction de coordination.

15. La délégation luxembourgeoise est satisfaite de la façon dont les problèmes de réfugiés en Afrique sont abordés. La coopération avec l'OUA est extrêmement utile ; elle facilitera la compréhension des problèmes africains, la coordination de l'assistance matérielle et la solution des problèmes juridiques qui se posent.

16. La délégation luxembourgeoise a toujours attaché une grande importance à la protection internationale, qui est une des principales fonctions du HCR. Elle s'inquiète sérieusement des restrictions dues à la date limite fixée par la Convention de 1951 et se félicite que la question ait été étudiée au cours d'un colloque organisé à cet effet. Elle espère que les recommandations du colloque seront dûment prises en considération, afin qu'un plus grand nombre de réfugiés puissent bénéficier des activités du Haut Commissaire.

17. M. BENYAHIA (Algérie) dit que la communauté internationale ne doit pas relâcher ses efforts en vue d'améliorer le sort des réfugiés dans le monde entier.

18. La délégation algérienne constate que le centre des activités du HCR s'est déplacé de l'Europe vers l'Afrique et l'Asie. Les problèmes de réfugiés en Afrique sont extrêmement graves, car la modicité de leurs ressources empêche les pays d'asile d'assumer seuls la lourde charge de subvenir aux besoins immédiats des réfugiés. Le Haut Commissaire a donc insisté à juste titre sur l'importance des fournitures de denrées alimentaires. Toutefois, malgré les efforts déployés, les réfugiés africains continuent à vivre dans des conditions extrêmement précaires, et une nouvelle assistance sera évidemment nécessaire pour améliorer leur situation ou tout au moins consolider les résultats acquis. En fournissant une assistance aux réfugiés, il faut mettre l'accent non pas tant sur les secours d'urgence que sur la recherche de solutions d'ensemble durables, ce qui implique, en même temps qu'une assistance matérielle directe, une assistance destinée à permettre la constitution d'unités de production, afin que les réfugiés soient en mesure de subvenir eux-mêmes à leurs besoins. La création de communautés agricoles rurales offre en Afrique des possibilités particulièrement intéressantes. En outre, l'assistance matérielle doit être complétée par une assistance dans le domaine de l'enseignement, car seules l'éducation et la formation professionnelle permettront aux réfugiés de retrouver leur dignité d'homme. En conséquence, une collaboration doit s'instaurer entre le HCR et l'UNESCO, qui est en mesure de fournir les services techniques nécessaires à la mise en œuvre de programmes d'enseignement en faveur des réfugiés. La délégation algérienne souscrit à la proposition du Haut Commissaire visant la création d'un fonds d'éducation pour les réfugiés et espère que le Comité exécutif l'adoptera à sa prochaine session. Elle espère aussi que le HCR et l'UNESCO pourront établir en commun un plan d'éducation et de formation professionnelle des réfugiés.

19. La délégation algérienne approuve les efforts déployés par le Haut Commissaire pour organiser la coopération avec les institutions spécialisées et pour jouer un rôle d'agent catalyseur. Elle s'inquiète de la situation financière du HCR et espère que les pays qui sont en mesure de le faire combleront le déficit prévu pour 1966. Le Gouvernement algérien s'est prononcé pour le projet de protocole destiné à étendre les effets *ratione personae* de la Convention de 1951.

20. M. ROOSEVELT (Etats-Unis d'Amérique) déplore qu'à l'heure actuelle il y ait encore dans le monde un nombre important de réfugiés « nouveaux » et « anciens ». Les efforts déployés sur le plan international en vue d'aider les réfugiés européens ont permis de réels progrès, mais des problèmes nouveaux et encore plus complexes ont appelé l'attention des Nations Unies sur d'autres régions. Le rapport du Haut Commissaire porte sur une période pendant laquelle deux hauts commissaires ont été en fonctions. Le Gouvernement des Etats-Unis tient à rendre un chaleureux hommage à l'ancien Haut Commissaire, M. Schnyder, dont le mandat a été marqué par toute une série de réalisations constructives ; il veut également exprimer la sincère et profonde satisfaction que lui cause la désignation du Prince Sadruddin Aga Khan pour lui succéder.

21. Le rapport dont le Conseil est saisi rend compte des activités du HCR pendant l'année écoulée dans ses deux principaux domaines d'action : la protection internationale des réfugiés et l'assistance matérielle. Les énormes exigences de celle-ci ne doivent pas faire perdre de vue aux gouvernements la tâche tout aussi importante qui incombe au Haut Commissaire dans le domaine de la protection juridique et politique des réfugiés, partout où ils se trouvent.

22. Bien que les grands programmes d'assistance approuvés par le Comité exécutif en 1962 soient en grande partie exécutés, on a rencontré certaines difficultés, ce qui a eu pour conséquence que, sur les fonds dont disposait le HCR, plusieurs millions de dollars restent encore inutilisés et qu'environ 15 000 réfugiés attendent encore une solution. La délégation des Etats-Unis souligne la nécessité de donner la priorité à l'achèvement aussi rapide que possible de ces programmes.

23. Il ressort du chapitre III du rapport du Haut Commissaire que le centre principal des activités du HCR s'est déplacé de l'Europe vers l'Afrique et, à un degré moindre, vers l'Asie. Le Haut Commissaire a joué un rôle très important en Afrique en aidant les pays d'asile à faire face aux lourdes responsabilités économiques et politiques que leur a imposées l'afflux de réfugiés sur leur territoire. La délégation des Etats-Unis se félicite qu'il ait réussi à éveiller l'intérêt et à mobiliser les ressources d'organisations internationales très diverses, mais regrette d'apprendre que l'on ne parviendra peut-être pas à réunir les fonds nécessaires à la mise en œuvre du programme de 1966. Le Gouvernement des Etats-Unis, qui a versé une contribution substantielle en espèces au programme de 1966, a fourni, en outre, une importante contribution en nature. Il veillera à ce que sa contribution totale représente une proportion raisonnable des ressources requises pour résoudre les problèmes existants et prévisibles, à n'importe quel moment.

24. L'Assemblée générale, par sa résolution 2038 (XX), a décidé de consacrer en 1966 la Journée des Nations Unies à la cause des réfugiés, afin de soutenir une campagne intensive d'appel de fonds en faveur des réfugiés en Afrique et en Asie. Il est souhaitable que cette campagne bénéficie d'un large appui et que tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies soient en mesure de prêter au Haut Commissaire l'assistance dont il a besoin pour mener à bien ses tâches essentielles.

25. M. DE CHALVRON (France) félicite le Haut Commissaire de sa nomination et de l'exposé clair et complet qu'il a présenté au Conseil. Les activités du Haut Commissariat dans des domaines tels que les droits de l'homme, le développement économique et social, l'utilisation des ressources humaines, l'éducation et la lutte contre la faim sont étroitement liées aux problèmes auxquels le Conseil doit faire face. Le seul chiffre de 650 000 réfugiés pour l'Afrique uniquement donne une idée de l'ampleur de la tâche du Haut Commissaire. Ce chiffre ne doit cependant pas faire oublier qu'il existe toujours un problème de réfugiés en Europe, où l'œuvre de protection est essentielle et

où des projets limités doivent être mis en œuvre au bénéfice des réfugiés âgés ou handicapés.

26. Mais c'est évidemment l'Afrique qui est devenue le principal centre d'activité du HCR. Il faut bien reconnaître que les réfugiés représentent une lourde charge pour les pays africains. Il est à craindre en outre qu'ils ne deviennent un facteur de troubles ou de friction avec les populations locales ou les pays voisins. Il faut donc absolument mettre au point des plans en vue de leur installation. On ne devrait pas tolérer qu'ils demeurent oisifs dans des camps alors qu'ils pourraient contribuer au développement des pays d'accueil. C'est sous ce triple aspect de l'utilisation des ressources humaines, du développement des pays d'accueil et du maintien de la paix qu'il faut envisager l'action du Haut Commissariat en Afrique. Ses activités l'ayant fait ainsi aborder les problèmes de développement, le HCR s'est naturellement trouvé en contact avec les institutions spécialisées de l'ONU ; la délégation française approuve entièrement les efforts faits pour améliorer la coordination avec ces institutions ainsi qu'avec des organisations bénévoles.

27. La nécessité de subvenir aux besoins matériels des réfugiés ne doit pas amener le HCR à négliger son devoir essentiel de protection. Il faut espérer que la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés sera bientôt appliquée à tous les réfugiés où qu'ils se trouvent et quelle que soit la date des événements qui ont provoqué leur exode. Tous les réfugiés seront alors assurés de jouir des droits et des garanties accordés aux « anciens » réfugiés.

28. M. DELISLE (Canada) estime que dans son premier rapport au Conseil, le Haut Commissaire a apporté la preuve de son aptitude à s'acquitter des importantes fonctions que lui a confiées l'Assemblée générale. Le Gouvernement et le peuple canadiens admirent la manière remarquable dont l'ancien Haut Commissaire pour les réfugiés a contribué à adoucir le sort de milliers d'êtres humains. Son successeur peut être assuré que le Canada continuera à appuyer les divers programmes du Haut Commissariat qui visent à améliorer la situation des réfugiés dans le monde entier. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le Canada a accueilli plus de 300 000 réfugiés. Bien que la législation canadienne ne permette pas d'accorder l'asile politique, 2 131 réfugiés, dont plus de la moitié d'apatrides, se sont installés au Canada en 1965 à la suite de l'assouplissement de la procédure normale d'immigration. Le Canada applique également un programme spécial en faveur de réfugiés handicapés.

29. La délégation canadienne espère qu'un nombre croissant de gouvernements seront en mesure d'aider le Haut Commissaire à résoudre les problèmes multiples auxquels il doit faire face et que celui-ci continuera à bénéficier du concours des institutions spécialisées dans l'accomplissement de sa mission humanitaire.

30. M^{me} MANTZOULINOS (Grèce) félicite le Haut Commissaire de l'excellent premier rapport qu'il a remis au Conseil. Après la première guerre mondiale, la Grèce a accueilli et progressivement intégré dans son économie nationale 1 200 000 réfugiés d'Asie-Mineure.

Après la seconde guerre mondiale, malgré les problèmes de reconstruction et de développement qu'elle avait à résoudre, elle n'a pas hésité à ouvrir ses portes à d'« anciens » réfugiés européens, parmi lesquels de nombreux cas dits difficiles, et elle a fait de son mieux pour les réinstaller de façon convenable. Ce faisant, la Grèce a fourni la contrepartie des fonds versés par le HCR. D'autre part, elle a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés. En raison de sa situation géographique, la Grèce a toujours servi d'asile à des personnes contraintes de fuir leur patrie et, dans bien des cas, il lui a fallu avoir recours à l'assistance du Haut Commissariat. Le Gouvernement grec sait gré à ce dernier de l'empressement qu'il a toujours mis à lui accorder son concours.

31. La Grèce approuve sans réserve les mesures prises pour venir en aide aux réfugiés en Afrique et en Asie et elle est convaincue que tous les réfugiés, « anciens » et « nouveaux », tireront profit des programmes du HCR.

32. M. RAHNEMA (Iran) s'associe aux félicitations que les orateurs précédents ont adressées au Haut Commissaire pour sa nomination et loue le rapport dont le Conseil est saisi.

33. Le problème des réfugiés a presque disparu en Europe, où les camps de réfugiés sont plus ou moins une chose du passé et où les difficultés causées par les réfugiés malades et handicapés ont été en grande partie résolues. Les activités du HCR sont à présent concentrées dans une large mesure en Afrique, mais l'étendue du problème qui se pose dans cette région ne doit pas faire oublier la situation existant en Asie et en Extrême-Orient, où il reste beaucoup à faire. Il y a lieu de féliciter le Haut Commissaire des efforts qu'il déploie pour réinstaller les réfugiés et leur offrir, à eux et à leurs enfants, des services d'enseignement. Il est indispensable que les réfugiés contribuent au développement des pays d'accueil, au lieu de leur être à charge. En coopérant avec les institutions spécialisées, le Haut Commissaire peut apporter sa contribution au progrès économique et social des pays en voie de développement. La délégation iranienne espère que les gouvernements prêteront un concours sans réserve au Haut Commissaire dans l'œuvre admirable qu'il accomplit et que les pays qui ne l'ont pas encore fait ratifieront la Convention de 1951 et le protocole de Bellagio.

34. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) assure le Haut Commissaire du soutien fidèle et chaleureux du Royaume-Uni dans l'accomplissement de sa tâche de protection et de réinstallation, qui croît en difficulté à mesure que la réinstallation des réfugiés européens cède le pas devant les problèmes nouveaux et de plus en plus vastes que posent les réfugiés en Asie et surtout en Afrique. La diminution de l'appui financier apporté au programme du Haut Commissariat est regrettable. Conformément à la résolution 2039 (XX) de l'Assemblée générale, le Royaume-Uni a augmenté sa contribution de 20 000 livres sterling en 1966. Le nombre des gouvernements versant des contributions volontaires s'est élevé à 57 en 1965 ; il faut espérer que cette tendance se maintiendra. Il faut souhaiter également que la Journée des Nations Unies de 1966, dédiée à la cause des réfugiés,

entraînera un accroissement du soutien accordé à cette cause. Le Royaume-Uni fait des plans en vue de donner publicité et appui à cette manifestation, qui marquera également l'ouverture de la campagne en faveur des réfugiés européens. Le Gouvernement britannique est conscient de l'importance des problèmes exposés au paragraphe 81 du rapport présenté par le Haut Commissaire et des difficultés que celui-ci éprouve à se procurer les moyens d'assistance si manifestement nécessaires. La solution réside dans la coopération entre le Haut Commissariat, les institutions spécialisées compétentes, les gouvernements des pays d'accueil et d'autres organisations gouvernementales et non gouvernementales. Il y a lieu de se féliciter que cette coopération devienne une tradition de mieux en mieux établie.

35. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie de Tanzanie) félicite le Haut Commissaire de la qualité de son rapport et de son exposé au Conseil ; le Haut Commissaire s'est montré digne de la confiance mise en lui.

36. Le problème des réfugiés est l'un de ceux qui semblent devoir retenir l'attention du Conseil pour un certain temps encore. Le Haut Commissaire a indiqué combien la situation actuelle en Afrique était grave. Il importe cependant d'examiner les causes profondes de cette situation, car c'est en la comprenant vraiment que l'on pourra y trouver des remèdes. La délégation tanzanienne tient à exprimer la satisfaction que lui causent les efforts généreux qu'ont déployés et que déploient encore le HCR et d'autres organismes ; toutefois, elle préférerait que disparaisse le problème qui les a imposés. Les causes fondamentales du problème des réfugiés en Afrique sont le mal pernicieux et permanent de l'*apartheid* pratiqué dans la République sud-africaine, dans le territoire dit sous tutelle du Sud-Ouest africain et en Rhodésie, la persistance du colonialisme, notamment dans les colonies portugaises, et l'intervention injustifiée et non sollicitée d'éléments étrangers dans les affaires intérieures d'Etats africains. La présence d'éléments étrangers a aggravé les difficultés qu'il arrive à toute communauté d'éprouver et que les Etats africains seraient, autrement, parvenus à surmonter. La politique d'*apartheid* pratiquée dans la République sud-africaine, dans le Sud-Ouest africain et en Rhodésie a contraint des milliers d'Africains à fuir une oppression sans précédent dans l'histoire de l'humanité et à chercher refuge dans des pays amis. La Tanzanie, entre autres, a ouvert ses frontières à de nombreux frères africains. Un traitement inhumain analogue a provoqué un exode d'Africains des colonies portugaises du Mozambique, de l'Angola et de la Guinée dite portugaise. Au nombre des pays où l'influence d'éléments étrangers a provoqué des conflits internes, figurent le Congo, l'Ouganda et la Rhodésie. Rien ne justifie le maintien de cette situation. M. Waldron-Ramsey lance un appel à tous les pays qui entretiennent des relations amicales avec les dirigeants responsables de la politique d'oppression dont il a parlé, et qui sont en même temps les amis des Etats africains indépendants, afin qu'ils usent de leur influence considérable sur ces dirigeants pour les persuader de renoncer à opprimer le peuple africain. En répondant à cet appel,

ils contribueraient dans la mesure du possible non seulement à la prospérité des Etats africains, mais également à la campagne du Haut Commissaire qui, en fait, perdrait sa raison d'être. En dehors des efforts qu'il déploie lui-même directement en faveur des réfugiés, le Gouvernement tanzanien appréciera toujours le concours précieux du HCR et continuera d'apporter au Haut Commissaire son soutien total et l'assurance de sa bonne volonté. Il s'emploiera en particulier à rechercher une solution par l'intermédiaire de l'OUA et collaborera aux efforts consentis par les divers Etats et diverses organisations régionales.

37. M. YASSEEN (Irak) constate que l'importance et l'urgence de la lourde tâche dont est chargé le Haut Commissaire sont reconnues par tous. Il loue le rapport, estimant que le programme actuel est le meilleur qui puisse être exécuté avec les ressources limitées dont on dispose. Il félicite le Haut Commissaire des mesures qu'il prend pour faire face à la très grave situation qui existe en Afrique.

38. Il ne s'agit pas seulement de dispenser les premiers secours ; l'objectif du HCR doit être de donner au réfugié un statut d'être humain. Pour ce faire, il importe que le HCR coopère très étroitement avec les autres organes des Nations Unies, notamment avec les institutions spécialisées intéressées, et avec des organisations non gouvernementales. Il est encourageant de voir que le Haut Commissaire est pleinement conscient de l'utilité de coordonner les efforts.

39. M. Yasseen félicite le Haut Commissaire de sa nomination ; il ne doute pas qu'il s'acquittera avec succès des tâches difficiles qui lui sont confiées.

40. M. ASTROM (Suède) souligne la compassion et la compréhension profondes dont témoigne la déclaration du Haut Commissaire, qui jouira de la confiance et de l'appui sans réserve du Gouvernement suédois dans l'accomplissement de sa lourde tâche.

41. De toute évidence, l'excellent travail réalisé par le HCR est dû dans une large mesure aux efforts de son personnel, restreint mais dévoué, qui a dû travailler avec des ressources très limitées et incertaines. Il a fallu tirer le maximum de ces maigres ressources, pour tenter de satisfaire les besoins immédiats créés par des crises de plus en plus fréquentes ainsi que pour poursuivre l'action visant à essayer de résoudre les problèmes qui se sont accumulés à la suite de mouvements plus anciens de réfugiés. Le moment est venu d'envisager le problème des réfugiés dans le cadre plus large du développement économique et social.

42. Ainsi que plusieurs orateurs l'ont souligné auparavant, le centre principal des activités s'est nettement déplacé, depuis quelques années, passant d'Europe, où les problèmes des réfugiés posés par la seconde guerre mondiale ont perdu de leur acuité, en Afrique. La situation alarmante qui s'est créée dans ce continent n'est pas imputable seulement au nombre très élevé des réfugiés, mais aussi au fait que leur présence constitue une nouvelle et lourde charge pour l'économie sous-développée des pays africains qui ont récemment accédé à

l'indépendance. La magnifique générosité des pays de premier asile envers leurs frères africains n'ôte rien au dévouement dont témoignent les efforts déployés par le Haut Commissaire et par ses collaborateurs avec le soutien des contributions volontaires de certains Etats. Le programme du Haut Commissaire étant maintenant centré sur les pays peu développés, il ne saurait plus être considéré comme un secours marginal ou d'urgence ni comme une forme d'aumône. L'assistance aux réfugiés fait désormais partie intégrante de l'aide générale au développement. Le HCR a depuis longtemps reconnu cet état de fait et il a établi des projets régionaux de développement avec le concours des institutions spécialisées et des organismes régionaux. L'objectif visé est d'intégrer les réfugiés, à égalité avec la population locale, dans l'économie des pays en voie de développement et de les aider à devenir des membres productifs de la collectivité, capables de suffire par eux-mêmes à leurs besoins. Le Haut Commissaire a donné le départ de ces activités communes, que les diverses institutions participantes poursuivront, une fois terminée la première phase des opérations. Le besoin se fait sentir d'autres projets ainsi réalisés en commun. Le succès du programme ne dépend pas seulement d'une très étroite coopération entre le HCR et les autres organes des Nations Unies, mais aussi de l'appui des pays d'asile et des organismes régionaux, tels que l'OUA. Si l'on veut éviter le gaspillage de ressources humaines qu'entraînerait l'échec de l'essai d'intégrer les réfugiés dans l'économie des pays en voie de développement, il est indispensable que les principaux pays donateurs augmentent leurs contributions au programme du Haut Commissaire et renforcent leur appui au sein du Comité exécutif et des organes directeurs des institutions spécialisées.

43. Le Haut Commissaire a montré, par sa déclaration, qu'il avait conscience de la nécessité d'intensifier les efforts en matière d'éducation. Dans la limite des ressources dont il disposait, le Haut Commissaire a voulu inscrire dans son programme quelques projets d'enseignement mais, sous la pression de besoins plus urgents, il lui a fallu limiter à l'enseignement primaire l'assistance fournie. Une assistance à l'enseignement secondaire ne saurait être conçue que sur la base de contributions volontaires ; il est donc réconfortant de constater que le Haut Commissaire envisage de créer un fonds d'éducation pour les réfugiés qui permettra des activités plus suivies et plus méthodiques dans ce domaine. Cette suggestion a l'appui sans réserve de la délégation suédoise.

44. Le Gouvernement suédois a institué, il y a quelques années, un programme spécial pour l'éducation en Afrique, avec des ressources qui ont passé de 200 000 dollars au début à près du double aujourd'hui. Ce programme était essentiellement conçu à l'intention des réfugiés de la République sud-africaine et des territoires coloniaux du Portugal, mais il s'est révélé possible d'étendre le bénéfice de moyens d'enseignement et de formation professionnelle à un nombre considérable de réfugiés d'autres pays d'Afrique. Une partie des ressources réunies ont été utilisées dans le cadre du HCR ; les résultats obtenus ont été encourageants, et

le Gouvernement suédois a l'intention de poursuivre sa collaboration avec celui-ci. Le programme suédois porte sur les enseignements primaire et secondaire et sur la formation professionnelle; il ne s'étend pas à l'enseignement supérieur, dont le besoin ne se fait pas sentir de manière aussi pressante.

45. Le Gouvernement suédois a préconisé le regroupement et la fusion des programmes de l'ONU qui ont pour objet d'aider à l'éducation des réfugiés africains de la République sud-africaine, du Sud-Ouest africain et des colonies portugaises. S'il est vrai que ces programmes diffèrent par leur origine, ils sont tous l'expression de la volonté de la communauté internationale d'aider les jeunes Africains à recevoir l'enseignement et la formation dont ils ont besoin pour pouvoir jouer un rôle actif dans la reconstruction de leur patrie lorsque l'*apartheid* aura été aboli et que les territoires tenus en sujétion auront accédé à l'indépendance. La fusion des programmes serait dans l'intérêt de leurs bénéficiaires présents et à venir et elle assurerait une utilisation plus efficace de ressources limitées, si bien qu'il serait plus facile d'obtenir des contributions accrues des pays donateurs. Si le Haut Commissaire réussissait à créer le fonds d'éducation projeté et si celui-ci était intégré aux programmes susmentionnés, le Gouvernement suédois envisagerait de donner à son aide bilatérale un caractère multilatéral en versant ses contributions actuelles au nouveau programme unifié des Nations Unies. Ces contributions viendraient s'ajouter à celle que la Suède verse dès à présent aux programmes multilatéraux existants.

46. Le Conseil d'administration du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, institué par l'Assemblée générale dans sa résolution 2054 B (XX) pour fournir une assistance juridique aux personnes persécutées par le Gouvernement sud-africain, ne dispose jusqu'ici que de ressources ne dépassant pas 100 000 dollars environ. Il est donc trop tôt pour dire quelles ressources il pourrait consacrer à l'assistance aux réfugiés. Cependant, le problème des réfugiés a été signalé à l'attention de ce Conseil d'administration, et le Gouvernement suédois participe activement à ses travaux, en collaboration avec le HCR.

47. Il faut espérer que le Haut Commissaire recevra bientôt le soutien financier accru qui lui est nécessaire pour poursuivre l'exécution de son programme et relever le défi que les souffrances des réfugiés constituent pour la communauté mondiale.

48. M. KASSUM (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) déclare que l'UNESCO continuera de coopérer étroitement avec le HCR dans le domaine de l'éducation. Le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire a fait siennes les propositions prévoyant une telle coopération (E/4201/Add.1, par.154). Pour sa part, l'UNESCO a fait figurer dans son projet de programme et de budget pour 1967-1968 un certain nombre de propositions d'action commune que l'orateur cite comme exemple du genre d'activités envisagées.

49. M^{me} KASTALSKAÏA (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que le HCR contribue utilement à alléger les souffrances des réfugiés en Afrique.

50. L'intervention du représentant de la Tanzanie a été remarquable; il est regrettable que d'autres délégations n'aient pas également condamné l'*apartheid* et le colonialisme, causes véritables du problème des réfugiés en Afrique. Les Nations Unies ne sauraient rester indifférentes à la politique d'oppression poursuivie en Afrique par certains pays. Il faut que tout soit fait pour mettre fin à des pratiques qui ont causé tant de souffrances humaines.

51. Le Prince Sadruddin AGA KHAN (Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) dit que les appréciations favorables exprimées par les membres du Conseil pour l'effort accompli par le HCR seront un grand encouragement pour lui-même et pour ses collaborateurs dans leur travail à venir. D'autre part, le débat a apporté au Haut Commissaire des directives qui seront utiles pour la conduite de ses futures activités. L'atmosphère de compréhension mutuelle et de bonne volonté qui a caractérisé ce débat sera d'un grand secours pour parvenir à l'objectif de tous: que les réfugiés cessent d'être des réfugiés.

52. Le PRÉSIDENT suggère que le Conseil adopte une résolution prenant acte avec satisfaction du rapport établi par le Haut Commissaire pour être transmis à l'Assemblée générale à sa vingt et unième session (E/4201 et Corr.1 et Add.1).

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 h 50.